

révoltes

25 mai 2006
Suppl au n° 10 de Révoltes

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Dans la plus grande discrétion,

Un nouveau projet, pire que le CPE, est en préparation contre la jeunesse : le S.C.O. (Service Civique Obligatoire).

Alors que la jeunesse, après trois mois de mobilisation, vient d'imposer le retrait du CPE, les députés de l'UMP lancent un nouveau projet de loi contre la jeunesse : le projet de Service Civique Obligatoire.

Ce projet de loi a été déposé le 12 avril par Christine Boutin et 29 autres députés tout aussi réactionnaires : ils veulent obliger tous les jeunes à **travailler gratuitement pour l'État, pendant trois à douze mois**. Ce travail obligatoire non payé serait contrôlé par les préfetures. Il concernerait **tous les jeunes de 18 à 35 ans**.

Pourquoi les jeunes ? Les auteurs de ce projet en donnent la raison : « *les récurrentes violences de ces derniers mois* » montreraient, selon ces députés, qu'il faut contraindre les jeunes à « *redécouvrir les bienfaits de la solidarité* » ! Mais qui sont les responsables de la violence ? Les jeunes ou bien ceux qui organisent le chômage et la misère ? Les jeunes ou ceux qui lancent la police contre les manifestants ?

La jeunesse n'a pas de leçon à recevoir en matière de « solidarité » : c'est elle qui s'est battue contre le CPE et a obtenu, dans ce combat, la solidarité des travailleurs.

Encore une fois, ils utilisent des phrases ronflantes pour cacher leurs vrais projets. Pour vanter le CPE, le gouvernement faisait des phrases sur le chômage des jeunes alors qu'il réduit le nombre d'emplois offerts.

Il faut rappeler que, en février dernier déjà, alors que les députés UMP venaient de voter le CPE, Bayrou a tenté d'ajouter à la loi dite d'« égalité des chances » un même projet de « Service civique » obligatoire.

Ils veulent « un service citoyen » à la place du service militaire supprimé en 1996, car ils veulent une jeunesse docile, une jeunesse qui ne se révolte pas. Et ils veulent que les jeunes fournissent un travail gratuit dans les services publics. Ainsi, le gouvernement supprime des milliers de postes d'enseignants. Il a liquidé le statut des surveillants (MI et SE) et les dizaines de milliers de postes qu'offrait ce statut aux étudiants d'origine modeste. Et il voudrait que ce soient les jeunes, avec le SCO, qui remplacent gratuitement tous ces postes.

Ils veulent rétablir ainsi les « chantiers de jeunesse » créés par le maréchal Pétain pendant l'occupation pour contrôler la jeunesse (c'est à cette époque que fut mis en place le STO par les armées d'occupation).

Quelle riposte ? Une seule riposte : unité de toute la jeunesse pour en finir avec ce projet ! Unité de toutes les organisations de la jeunesse contre ce projet.

Ce projet est soutenu par plusieurs centaines de députés. De l'UMP et de l'UDF. Alors qu'ils sont minoritaires dans le pays, c'est une raison de plus de tout faire pour les chasser au plus vite.

Mais ce projet est aussi soutenu par de nombreux députés et sénateurs du PS et du PCF (mais pas tous). Ceci n'est pas acceptable. Qu'ils cessent de soutenir l'UMP et l'UDF ! **Qu'ils retirent leur signature !**

Il faut s'organiser pour mettre en échec cette canaillerie. Partout, diffuser l'appel suivant : « *Nous rejetons totalement le projet de service civique obligatoire : nous refusons le servage et le travail gratuit, nous refusons l'embrigadement.* »

Toutes les organisations de jeunesse doivent s'unir contre ce projet, comme elles l'ont fait contre le CPE.

C'est en réalisant l'unité que l'on pourra imposer – comme pendant la bataille contre le CPE – le retrait du projet. Les syndicats, ainsi que le PS et le PCF, doivent rejeter ce projet (et leurs députés retirer leurs signatures).

Pour imposer le retrait de ce projet, l'unité de toutes les organisations de la jeunesse doit être réalisée contre le service civique obligatoire.

Non à l'instauration du servage ! Non à l'embrigadement !